Année XXII. N° 615 — 19 Mai 1923

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

La leçon de l'ennemi

(A propos de la suppression de la « fête » du Premier Mai (1).

Le moment peut paraître mal choisi pour une polémique avec les socialistes.

En face de la réaction qui persécute et frappe tous ceux qui ne se plient pas à la violence des triomphateurs, il semble qu'il ne doit plus y avoir que deux camps en présence : celui des persécutés et celui des persécuteurs, celui des défenseurs et celui des contempteurs de la liberté. Et en effet, nous nous sentons une vive solidarité avec tous ceux qui soutiennent, de quelque manière que ce soit, les raisons de la justice, de la liberté et de la civilisation contre les hordes barbares qui dominent l'Italie en cette heure sombre de la vie nationale.

Mais les circonstances transitoires de l'heure qui s'écoule ne doivent pas nous faire négliger le lendemain que prépare l'histoire, ni oublier les intérêts durables de la lutte à laquelle nous nous sommes voués.

Si, en ce moment, nous ne pouvons faire autre chose, profitons au moins de notre arrêt forcé pour étudier les causes de la défaite et les conditions de la revanche, et pour profiter de la leçon de choses.

Nous sommes convaincus que la faute d'avoir gâché misérablement une situation révolutionnaire, peut-être sans précédents, doit être attribuée en grande partie aux socialistes (« communistes » compris), et nous l'avons dit de cent manières, lorsqu'un changement de direction était encore possible, sans réussir à nous faire écouter.

Maintenant, « le Parti » est pratiquement défait et on peut laisser à l'histoire de juger definitivement le passé, sans perdre notre temps en vaines récriminations.

Mais, en depit des outrecuidantes affirmations du dictateure et de ses « commandeurs », en dépit des violences, et même un peu à cause d'elles, le socialisme redeviendra le drapeau préféré des masses, et le Parti socialiste renaîtra anssi, peut-être plus vite qu'on ne le croit. Il y a donc urgence à se demander s'il redeviendra ce qu'il fut, c'est-à-dire un instrument de conservation bourgeoise sous le masque révolutionnaire, ou s'il saura profiter des expériences endurées et choisir la voie qui conduit vraiment à la libération et à la réalisation, même graduelle, de la liberté et de la justice pour tous.

Certains symptômes, certaines déclarations laisseraient espérer que la leçon n'a pas été inutile ; mais bien d'autres choses et surtout le fait que les dirigeants du mouvement restent toujours dévoués au système parlementaire et attachés, comme huîtres au rocher, aux sièges de députés, font craindre malheureusement que, l'orage passé, on suivra encore la voie habituelle.

Nous éprouvons ainsi le besoin de faire tout ce que nous pouvons pour prévenir les masses ouvrières et notamment les jeunes socialistes du danger qui les attend.

Les fascistes, enivrés par le succès, croient avoir définitivement vaincu et rêvent de monter toujours plus haut et de parvenir à s'asseoir solidement sur, autour et au pied d'un siège impérial. C'est ainsi qu'ils disent souvent la vérité brutalement et font des choses qui doivent nécessairement se retourner contre eux... si les autres sauront en profiter intelligemment.

(1) M. Mussolini vient de supprimer, en vertu de ses pleins pouvoirs, la date du Premier Mai comme « fête du travail », et de la remplacer par celle du 21 avril, la « Noël de Rome ». C'est, en effet, ce jour-là que selon la légende la ville de Rome aurait été fondée 758 ans avant J.-C. Ouvriers et paysans ont été forcés de fêter le 21 avril dernier et défense leur a été faite de chômer le Premier Mai.

Déjà leur littérature nous fournit des déclarations comme la suivante :

...l'armée fasciste milanaise engageait un fier combat, qui a décidé ensuite des insuccès successifs du Parti socialiste, lorsque le 15 avril quelques centaines de fascistes, pour la plupart des combattants et des *arditi* encore en uniforme attaquaient et brûlaient l'*Avanti !* Le geste de représaille était justifié, dans l'âme des assaillants, par l'attitude railleuse du journal socialiste pendant et après la guerre contre la résistance et la victoire des armes italiennes. La valeur de ce geste de violence, qui a été le baptême du feu pour le jeune mouvement, est entièrement dans ses conséquences absolument imprévues, c'est-à-dire dans le manque de résistance matérielle à l'assaut fasciste. Le défi n'ayant pas été immédiatement relevé, les dirigeants du mouvement fasciste — bien à même pour être tous d'origine subversive, d'évaluer les tempéraments et les forces des adversaires — y virent l'incapacité et l'insensibilité révolutionnaires du Parti socialiste. Cette confirmation a autorisé, naturellement, les fascistes à insister dans leurs mœurs violentes et à perfectionner leur organisation de combat. Toutes les autres manifestations du fascisme et du socialisme italien — d'affirmation sûre pour le premier et de faiblesse intime pour le second, malgré ses succès électoraux éphémères — dépendent directement de l'épisode de via San Damiano (1). (*Almanacco italiano* pour l'année 1923, édité par la Maison Bemporad de Florence).

Est-ce assez clair ?

Les socialistes qui, pour l'occasion, avaient créé le mythe de « l'héroïsme de la lâcheté » (voir l'*Avanti !* et ses publications de ce temps-là), les socialistes, disons-nous, se persuaderont-ils de la vérité de ce qui était devenu un lieu commun de nos prédications, à savoir que celui qui se montre disposé à supporter des coups, sans opposer une résistance adéquate, en reçoit toujours plus que de raison ?

Et maintenant, après les incendies et les homicides, les bastonnades et l'huile de ricin, nous avons la dernière insulte : la suppression de la « fête » du Premier Mai et la substitution obligatoire de la date qui a plu au nouveau « César ».

En réalité, c'est un service que le dictateur nous a rendu.

La grève internationale du Premier Mai prit, dès le début de son institution et peut-être contre la volonté des premiers proposants, un caractère révolutionnaire, spécialement en Italie, en Espagne et en France. Mais les socialistes, selon leur habitude, s'empressèrent d'y mettre le holà, et cherchèrent à la transformer en une fête, célébrée avec le consentement et même sur l'ordre des patrons et de la police, ne différant des autres fêtes que par les ordres du jour habituels et par la rituelle présentation d'une pétition aux pouvoirs publics.

Nous nous souvenons des efforts faits par les socialistes, vers 1891, pour célébrer le premier dimanche de mai au lieu du 1° mai, et supprimer ainsi tout caractère de grève dans un but de manifestation et de protestation, qui était vraiment le minimum auquel pouvait se ramener la signification de la manifestation mondiale.

Naturellement, après cela, le Premier Mai était descendu, en quelques années, au niveau de simple prétexte pour aller s'amuser à la campagne.

Maintenant la violence fasciste vient tout à coup redonner au Premier Mai le caractère de manifestation faite malgré la volonté des patrons et des autorités, c'est-à-dire le caractère révolutionnaire qu'il avait perdu. Et si cette année, à cause des conditions spéciales du pays et du coup inattendu, les prolétaires mordront leur frein et avaleront l'injure en silence, nous verrons probablement ces années prochaines l'avantage d'avoir une date, où, sans entente générale préalable, tout le prolétariat pourra manifester ses désirs.

(1) La rue où se trouvaient les locaux de l'*Avanti !*

Les socialistes semblent comprendre l'utilité de la gaffe commise par le dictateur. Mais lorsque les temps redeviendront favorables, ne recommenceront-ils prs à parler encore de fête et à demander que le Premier Mai soit fête reconnue sinon obligatoire ?

Espérons. Mais tout en espérant dans les autres, n'y comptons pas et faisons, nous, tout notre devoir.

Errico Malatesta.

Le front unique

Le Comité central du Parti communiste suisse vient d'adresser plusieurs appels au prolétariat pour la formation d'un front unique. Nous avons reçu en particulier une circulaire concernant la lutte à envisager contre le fascisme. Elle contient les propositions suivantes :

1. Organiser et diriger une campagne commune contre le fascisme dans la presse ouvrière, syndicale et politique, et au moyen d'assemblées publiques.

2. Ouvrir des souscriptions en faveur des travailleurs italiens et de leurs organisations, victimes de la persécution fasciste.

3. Mener une campagne dans le but d'obtenir le respect du droit d'asile pour les réfugiés en Suisse, obligés par le fascisme à s'exiler.

3. Réclamer aux organes de l'Etat, dans les Conseils cantonaux et fédéraux et au moyen des députations ouvrières, que le fascisme ne puisse se développer et que les ouvriers étrangers, persécutés par lui, jouissent du droit d'asile.

Nous avouons ne pas avoir grande confiance dans les Comités, même s'ils s'intitulent d'action. L'expérience nous a appris que socialistes, communistes et syndiqués, même pour les buts énoncés dans leur programme, demandent toujours avant d'agir à en référer. L'action ne peut être que de masse, et il répugne toujours à des élus et aussi à des fonctionnaires de parti ou d'organisation qu'une activité autre que la leur ou dominée entièrement par eux, se produise. Ils conçoivent la masse en fonction électorale surtout : élection de représentants dans les parlements bourgeois et élection ou acceptation d'une dictature miraculeuse.

Or, le problème qui se pose pour nous est tout autre. Il s'agit d'accroître, maintenir et développer parmi les déshérités la sensibilité et la capacité révolutionnaires. Nous l'avons déjà dit : rien de plus absurde que les indignations, les protestations, les résistances et les révoltes sur ordre. Notre éducation doit consister à reudre la masse toujours plus sensible aux injustices et aux privations qu'elle subit et à la situation d'infériorité qui lui est faite ; elle doit éprouver de plus en plus le besoin d'en finir et déployer dans ce but une action directe et spontanée quotidienne. L'opposition ne saurait être ordonnée par quelques comités, mais patrons et gouvernants doivent s'y heurter un peu partout à toute nouvelle tentative de réaction, d'exploitation ou d'asservissement.

Nous avons eu les grandes questions du chômage, des loyers, des huit heures. Pour chacune d'elles, il importait avant tout que la masse témoignât promptement sa volonté de « ne pas se laisser faire ». Et pour cela, il

eût suffi d'imposantes manifestations immédiates dans tout le pays. Le soir, à la sortie des ateliers, grandes réunions sur les places publiques, propres à montrer que le « prolétariat » n'est pas une abstraction, mais une réalité bien vivante et remuante à l'occasion. Au lieu de cela, les Comités ont discuté et fait des démarches ; en attendant, les victimes démoralisées, affaiblies, se résignaient, et lorsque pour finir des meetings ont été convoqués, elles n'y sont pas venues.

Notre conviction est bien faite. Si nous n'arrivons pas à nous faire écouter par les intéressés eux mêmes, il serait bien naïf de notre part de croire que tel ou tel comité, soucieux avant tout d'établir son autorité, viendra à notre secours.

Prenons l'exemple du fascisme. Que ferait de plus un comité que nous ne faisons déjà dans la mesure de nos forces ?

Reprenons les propositions du Parti communiste.

1. Dans notre presse nous attaquons le fascisme et nous avons fait, partout où cela nous a été possible, des conférences pour dénoncer son infamie et son danger. Si, pour chacune d'elles, nous avions dû dépendre d'un comité ou établir préalablement une entente avec des groupements qui auraient dû en référer à leur tour, nous n'aurions pas même fait le peu qu'il nous a été donné de faire.

Nous avons relaté ce qui s'est passé à Saint Gall et à Zurich. Pourquoi les groupes communistes suisses et les Unions ouvrières de ces deux villes n'ont-ils pas aussitôt fait une manifestation publique de protestation avec l'appui unanime des travailleurs italiens? Nous ne marchandons jamais notre appui et notre solidarité contre la violence patronale et gouvernementale.

2. Nos groupements ont tous des souscriptions permanentes pour les victimes politiques et l'argent est immédiatement envoyé. Nous ne pouvons certes espérer davantage d'un comité central quel qu'il soit.

3. Pour le respect du droit d'asile, nous ne nous rappelons que trop le peu d'appui rencontré jusqu'ici. Citons le cas Schreyer, déserteur allemand, livré en pleine guerre à l'Allemagne et mort en prison de faim et de tuberculose, sans que les organisations syndicales et politiques aient rien tenté pour le sauver ; citons les emprisonnés d'Orbe, Savatan, Witzwil, Bellechasse, etc., pour lesquels nous sommes restés seuls à protester. Jamais une action d'ensemble des partis et des organisations en faveur des persécutés étrangers, sans compter que la plupart admettent implicitement que l'expulsion d'un anarchiste est regrettable, certes, mais fort... compréhensible !

4. Inutile d'ajouter que nous n'avons rien à réclamer aux députations ouvrières. Là où l'appui de la masse manque, les députations ne peuvent certes pas grand'chose, et puis, elles sont préoccupées avant tout des places à obtenir et non des droits à faire respecter.

Pour toutes ces raisons et pour d'autres que nous avons déjà eu l'occasion de développer, nous déclarons que nous sommes prêts à former à n'importe quel moment le front unique agissant sans faire la moindre spéculation de parti, puisque par principe nous refusons d'être le « pouvoir ».

Mais, sous couleur de front unique, le Parti communiste qui, de son propre aveu, se croit le Parti *élu* du prolétariat, son seul représentant, dirigeant et dictateur légitime, vise en réalité au *commandement unique*, qui, à n'en pas douter, doit lui revenir. Après s'être posé en adversaire des deux grands principes d'autonomie et de fédéralisme, son premier but est certainement celui de soumettre tout le monde. Or, sans craindre nullement les contacts et décidés aussi à ne pas nous isoler des mouvements de masse, nous croyons que les grands comités — et l'Italie nous en a fourni un douloureux exemple — entravent plutôt qu'ils ne favorisent l'élan populaire. Nous savons très bien que dans la péninsule les communistes rejettent la faute sur les socialistes, mais — comme notre camarade Malatesta l'a très bien fait ressortir — les uns et les autres aux heures décisives furent toujours plus préoccupés d'élections que de révolution.

En conclusion, répétons le, si nous n'arrivons pas à avoir l'oreille de la masse, à plus forte raison n'aurons-nous pas celle de ses comités. Dès lors, pourquoi nous en constituer en quelque sorte prisonniers ?

L. B.

Errico MALATESTA

EN PÉRIODE ÉLECTORALE

DIALOGUE ENTRE OUVRIERS

Prix : 10 centimes

Premier assassinat

Il s'est récemment constitué à Lausanne une ligue dite nationale et qui se prétend faite à l'image de l'association des brigands fascistes en Italie. Tandis que les dirigeants de la « Ligue nationale », fondée naguère à Genève, se contentaient de voler les gogos, en leur vendant des caillous pour du charbou, ceux de Lausanne veulent faire du terrorisme.

Il y a quelques jours, le Comité des fascistes vaudois sommait les délégués russes à Lausanne d'avoir à déguerpir, en les menaçant du corroux des ligueurs. Le jeudi 10 mai, le sieur Conradi a mis à exécution les menaces faites par le Comité de la Ligue, en tuant le citoyen Vorovsky et blessant deux de ses compagnons.

Naturellement, les bravaches vaudois s'empressent, avec le courage qui les caractérise dès qu'il y a un risque à courir, à nier toure solidarité avec l'assassin. C'est trop commode. Un point cependant reste acquis : le Comité lausannois a proféré des menaces qui ont été presqu'aussitôt mises à exécution. Le fait est là, indéniable.

Si un groupement dit avancé avait fait auprès d'une délégation à Lausanne une démarche analogue à celle qui a été faite par le Comité de la Ligue et que trois jours après les délégués menacés fussent exterminés, on peut être certain que tous ceux qui tiendraient de près ou de loin au groupement supposé seraient sous les verrous. Ils l'auraient même été avant, la menace seule étant estimée suffisante pour faire un procès.

Pour le meurtre actuel, rien de tel ne se produit et les autorités font montre d'une mansuétude extraordinaire envers nos fascistes honteux. Elles le couvrent même de leur protection. Tandis que ces grotesques ligueurs, Tartarins de mauvais aloi, pouvaient impunément se livrer à leurs manifestations, le Conseil d'Etat vaudois s'empresse d'interdire une manifestation ouvrière. N'est on pas en droit de supposer que c'est uniquement dans le but d'éviter aux fascistes des bords du « Flon » la sérieuse correction qu'ils méritent.

Les gens de la Ligue Nationale, groupement réactionnaire, sont d'autant moins fondé à nier une solidarité quelconque avec l'assassin de l'Hôtel Cecil, que Conradi n'est pas du tout l'homme que la presse bourgeoise dépeint complaisamment comme un meurtri qui s'insurge contre des bourreaux. Conradi est un criminel professionnel et c'est comme en service commandé qu'il a accompli son meurtre. Suisse, il est entré volontairement au service du tsar Nicolas II, véritable bête enragée qui a poussé aux extrêmes limites la corruption et la criminalité gouvernementales. Et tandis que Vorovsky a souffert dans les geôles tsaristes, son assassin a tenu près feu le despote couronné un rôle de soudard à gages. Et montrant bien qu'il n'était qu'un féroce larbin, le suisse Conradi s'est mis au service des satrapes qui, le tsar exécuté, tentaient de remettre la main sur la Russie depuis si longtemps grugée et martyrisée par les Romanoff et leurs suppôts.

Quand on a été volontairement porteur du sabre et de la cravache pour le compte d'un tsar, et qu'au surplus on s'est joint aux bandes pillardes des Kolchak, Denikine et Wrangel, on s'interdit à tout jamais de protester contre n'importe quelle tyrannie ; on n'est pas qualifié pour, au nom de la liberté opprimée, se dresser en face de n'importe quel dictateur. Quand on est dans ce cas-là, on peut tuer pour le compte des concurrents, mais pas en se présentant camme un paladin de l'humanité outragée.

Ceci est dit pour situer à sa véritable place l'assassinat de Lausanne.

La presse bourgeoise feint de croire que le meurtrier a voulu frapper des gouvernants odieux et elle énumère avec satisfaction tous les dangers — mérités — que courent les dictateurs. C'est bien. Mais pourquoi cette même presse, aujourd'hui si mal disposée à l'égard des dictateurs et qui va même jusqu'à applaudir à leur châtiment, n'a-t-elle pas émis de semblables propos, lorsque Mussolini, cet autre dictateur, est venu à Lausanne ?

N'est-ce pas parce que les crimes du dictateur italien se commettent au profit des papistes et de la finance italienne ? C'est cela même. Et il n'y a pas d'équivoque. Par le pillage, l'incendie et l'assassinat, avec la complicité des autorités constituées, Mussolini est parvenu au pouvoir. Et aussitôt en place, il a accentué ses méthodes ; il a rétabli la censure, supprimé la liberté de la presse, rempli les prisons, bafoué les « représentants » du peuple et proclamé nettement et stupidement qu'il piétinerait la déesse liberté. Notre presse a répandu ses propos sans les blâmer et a même prétendu y voir une tentative audacieuse et intéressante.

Pourtant, cette intéressante tentative n'est pas autre chose qu'un essai de ramener l'Italie à l'esclavage du moyen âge. Ce ne sera heureusement qu'une tentative, car, comme le dit si bien notre presse républicaine, les dictateurs et leurs œuvres sont périssables.

Dès le début de la révolution bolcheviste, nous avons dit ce que nous pensions de la dictature et affirmé une fois de plus que la véritable révolution ne saurait être l'œuvre que du peuple et non d'un pouvoir fort, fût-il celui du prolétariat. Quelle que soit son étiquette, un gouvernement est toujours oppresseur et les faits enseignent que nul n'est assez puissant pour être sûr ne pas être vaincu un jour par la bombe, le revolver ou le poignard.

Nous sommes satisfaits de voir la presse bourgeoise expliquer cela à ses lecteurs. Agissant pour le compte des Russes chassés du pouvoir, Conradi a tué Vorovsky à Lausanne. La presse quotidienne manifeste son approbation et revendique le droit à l'insurrection contre un gouvernement détesté. Nous sommes d'accord, étant bien entendu que le droit à l'insurrection soit celui de tout le monde et non seulement des monarchistes russes, des fascistes italiens et autres réactionnaires.

Quant aux gens de la Ligue Nationale, nous recommandons aux travailleurs et camarades de les tenir à l'œil, afin que nous puissions les doucher convenablement à la première tentative malfaisante.

D'avoir menacé et vu réaliser un attentat suffit !

A. A.

La peur hébétée fut toujours une détestable conseillère. Quelle condition pour avancer à mesure que la nécessité historique nous pousse devant elle, si le convoi est chargé de trembleurs qui crient qu'on les mène à l'abîme dès que la machine fait un mouvement ? Et pourtant, il faut marcher ou que nous soyons broyés....

E. Leverdays.

En vente au RÉVEIL :

H.-E. DROZ. Du Rêve à l'Action, poésies — 2 50
H. de FITZ-JAMES. La guerre et l'exploitation de la crédulité (Trois conférences) — 30
F ROUGE. Chansons pour rire rouge et jaune — 20
Alcide DUBOIS. Patrie, Patriotisme — 30
Charles MALATO. L'assassinat de Ferrer — 10
P. KROPOTKINE. Aux jeunes gens — 10
— L'esprit de révolte — 10
— L'idée révolutionnaire dans la révolution — 10
— L'action anarchiste dans la révolution — 10
— Lettre aux ourviers occidentaux — 05
Aristide BRIAND. La Grève générale et la Révolution — 10
Richard WAGNER als Revolutionär — 10

Cinquante pièces en un acte à tendances sociales à 75 cent. et 1 franc la pièce.

NOTES EN MARGE

Sacco et Vanzetti

Le martyre de nos deux camarades ne parait pas près de cesser. A la suite de sa grève de la faim pendant trente-deux jours, Sacco très affaibli avait eu quelques hallucinations, passagères d'ailleurs. Mais le juge Thayer songea de suite à le faire passer pour fou et à se débarrasser ainsi de lui en le faisant enfermer pour toujours dans un asile d'aliénés.

Mais cette odieuse tentative n'a pas réussi. Lorsque les trois médecins aliénistes vinrent visiter Sacco, celui-ci leur déclara très calmement qu'il n'était pas le moins du monde fou et qu'il allait cesser sur le champ la grève de la faim; nul besoin donc d'ordonner l'alimentation forcée.

Mais les trois médicastres qui avaient reçu l'ordre de le déclarer fou firent un rapport dans ce sens. Protestation de la défense, qui s'opposa au transfert de Sacco dans l'asile des criminels aliénés de l'Etat et obtint qu'il fût gardé provisoirement dans une institution privée.

Un journal nationaliste italien qui tout en exprimant sa sainte horreur pour les idées anarchistes de Sacco et Vanzetti, n'en prend pas moins la défense sur la base des témoignages et des faits les plus concluants, rappelle le cas de ce médecin-major qui visitant avec un caporal une salle de l'hôpital militaire passe devant un lit où le malade s'était couvert la tête de son drap, comme le font les infirmiers à toute personne qui vient de décéder.

Le médecin-major murmure:

— Un mort... au suivant!

Mais le malade rejetant le drap s'écrie:

— Pardon, Monsieur le docteur, je ne suis pas mort!

Et le caporal de l'interrompre:

— Tais-toi, imbécile, veux-tu en savoir davantage que Monsieur le major?

Sacco aussi veut en savoir plus que les trois aliénistes... aliénés, et s'obstine à calmement se nourrir et raisonner.

La lutte se poursuit donc. N'oublions pas nos deux camarades et ne cessons de faire entendre nos protestations à travers le monde entier.

Egoïste !

L'une des objections qui nous est faite le plus souvent, c'est qu'un monde meilleur n'est vraiment pas possible, l'homme étant trop égoïste!

Egoïsme, altruisme, des mots et rien autre le plus souvent. Voyons les faits. L'homme souvent borne son horizon et ne voit que son petit cas individuel, sans distinguer la chaîne des causes et des effets qui fait dépendre son bonheur ou son malheur de celui de ses semblables. Aussi ne comprend-il et ne pratique-t-il pas toujours cette solidarité où il trouverait la plus sûre garantie individuelle. Ajoutez que la base de l'économe sociale étant faussée, l'homme se trouve être l'ennemi de l'homme dans une continuelle opposition absurde d'intérêts.

Cependant, l'homme n'est pas toujours égoïste et il ne l'est surtout pas lorsqu'il devrait l'être.

Ainsi, tenez, au moment de la guerre, si chaque individu était resté égoïstement chez lui, au sein de sa famille, préoccupé avant tout de son travail, de son aisance et de sa santé, ne croyez-vous pas qu'il eût été infiniment mieux inspiré que d'aller mourir pour la patrie?

Comment? vous parlez d'égoïsme et voici des millions d'hommes, qui sans nul intérêt personnel, sans un quelconque avantage à espérer ont tout risqué, enduré, sacrifié, et cela pendant d'interminables années! Ah! si l'égoïsme vital avait pu triompher de la folie du sacrifice sanglant, total et aveugle!

L'esclavage que les prolétaires subissent, est dû d'une part au fait qu'ils ne savent pas encore pratiquer suffisamment la solidarité, d'autre part, nous ne pouvons non plus le prendre comme la manifestation d'un égoïsme quelconque, puisqu'il représente au contraire un sacrifice immense des masses à quelques-uns.

L'égoïsme ne peut que pousser l'individu à réclamer et vouloir la liberté pour lui et pour les autres, car quelle meilleure garantie pour un bien que celle d'être commun au grand nombre, intéressé ainsi à le défendre?

Lutte de classes ?

L'histoire du monde est l'histoire de la lutte des classes, se plaisent à répéter nos marxistes. Et il y a sans doute en cela une part de vérité.

Mais, voyons, pour faire de la lutte de classes, il faut avant tout avoir conscience d'en former une, ce qui n'est pas le cas le plus souvent pour la grande masse des déshérités. Et en effet le reproche d'inconscience est celui que nous voyons adresser le plus souvent au monde du travail. Il arrive, en outre, que parmi les exploités, les mieux doués, les plus capables et les plus forts luttent pour entrer à leur tour dans la classe des exploiteurs et nullement pour abattre cette classe. Si nous y ajoutons tous les profiteurs du socialisme, du syndicalisme et du coopératisme, qui, tout en prétendant diriger les efforts du prolétariat pour son émancipation ne font en réalité que le maintenir dans le cadre des institutons bourgeoises et vivre eux-mêmes, en somme, comme des bourgeois, il y a une large place pour une histoire autre que celle de la fameuse lutte.

D'ailleurs, puisque nous devons toujours forcément revenir à ce fait formidable de la guerre mondiale, ne constatons-nous pas que pendant cinq ans la lutte la plus formidable que l'histoire ait jamais vue s'est déroulée sous nos yeux et que, de l'aveu de tout le monde, elle n'a été qu'une lutte... d'impérialismes? Ceux qui se sont massacrés avec le plus de fureur n'appartenaient-ils pas dans leur grande majorité à la même classe d'opprimés et d'exploités?

Que la lutte des pauvres contre les riches ne puisse jamais être entièrement éliminée, que la force même des choses finisse par amener le conflit entre patrons et salariés, nous nous garderons bien de le contester; mais entre temps quel enchevêtrement de faits de soumission, de collaboration et de trahison nous révèlant que de classes il y en a toute une pépinière et non seulement deux?

La lutte de classes est une grande simplification, fort utile à la propagande et au mouvement de transformation sociale, à condition de ne pas ignorer la vérité vraie et de bien se garder d'en faire un dogme.

Agents du pouvoir !

L'un des faits les plus navrants, c'est de constater le grand nombre d'individus qui ne demandent qu'à devenir les agents, ou pour mieux dire les instruments aveugles de tout pouvoir, ancien ou nouveau. Il nous souvient qu'à l'époque de l'enthousiasme bolchéviste, en Italie et en Suisse aussi, beaucoup rêvaient de devenir gardes rouges ou... tchékistes! Parmi ceux qui constituent aujourd'hui les bandes des fascistes et les centuries de la milice nationale, la plupart s'offraient, il y a trois ans, à combattre pour le verbe de Moscou!

Hélas! la plupart de ceux qui accomplissent en Italie les turpitudes et les crimes atroces dont la chronique fasciste est toujours pleine, ne sont nullement des bourgeois, mais des prolétaires ou des escarpes de profession. Tout pouvoir est ainsi assuré à l'avance de trouver, à vil prix en somme, une garde pour toutes les besognes infâmes. Et c'est là un mal et un danger des plus grands.

La vie sociale, conçue comme une succession de « pouvoirs », de gouvernements, pis encore de dictatures, l'œuvre essentielle devient celle de la violence à organiser, à exercer et à développer. Il ne s'agit plus seulement d'abattre par la force la violence dont nous sommes victimes, mais de recommencer pour notre compte l'application de mesures tyranniques. Le résultat pour finir est... que plus ça change plus c'est la même chose.

Pour avoir rappelé à tous les légalitaires du socialisme qu'il y aurait toujours une question de force matérielle à trancher, et que la bourgeoisie ne cèderait pas aux bulletins de vote seulement, les anarchistes avaient été accusés de se plaire à la violence et d'être des terroristes.

Or, tout en défendant les actes individuels de révolte et de vengeance, en réalité nous avons toujours combattu le terrorisme comme ne pouvant pas servir notre cause, d'accord en cela avec Proudhon, Bakounine et Kropotkine. Et comment ne pas voir que tous ceux qui ne conçoivent pas la possibilité d'une société anarchique, basée sur l'entente, l'entr'aide et la coopération libres, sont forcés de revenir à une domination qui implique du même coup exploitation?

L'autorité de tout le monde ne pouvant se résoudre que dans l'absence de toute autorité, tant qu'un pouvoir existera, ce ne sera qu'un pouvoir de classe ou même de quelques individus. Comme ceux qui ne sont pas le pouvoir chercheront avant toute chose à le devenir, ne pouvant se résigner à une situation d'infériorité, c'est la lutte qui se perpétue dans le monde, la division au lieu de l'association, l'élimination de forces opposées au lieu de leur coopération, autant dire le gaspillage le plus fou de capacités, de richesses et de vie.

Voilà pourquoi les anarchistes posent avec raison avec le problème de la propriété commune celui de la destruction de tout pouvoir politique. L'équivoque de confondre la liberté prônée par nous avec la liberté bourgeoise d'exploitation est trop grossère, puisque les individus ne se laissent exploiter qu'en tant que toute possibilité leur est refusée de travailler pour leur compte. Mais cette possibilité réalisée par l'expropriation de tous les moyens de production, de consommation et d'échange, ce n'est qu'un nouveau pouvoir gouvernemental qui peut ramener les individus sous le joug et nullement l'anarchie.

Soirée du Réveil

Voici le bilan de notre soirée du Premier-Mai:

Recettes: entrées, fr. 145.20, vente de lots, fr. 120. Total fr. 265.20.

Dépenses: salle fr. 49.50; conférence 23 février fr. 28.50; droit des pauvres, piano, etc., fr. 47.20. Total fr. 125.20.

Bénéfice net: fr. 140.

Tombola

Le tirage de notre tombola au bénéfice des victimes politiques a eu lieu dimanche dernier. Les camarades trouveront la liste des numéros gagnants dans notre partie italienne.

Les camarades de Genève sont chaudement invités à assister aux réunions qui ont lieu tous les jeudis au local habituel.

Sauvons Sacco et Venzetti !

Genève. — Imprimerie, 23, rue des Bains.

Théorie du Capital

Deux apologues.

Un millionnaire se laisse tomber dans la rivière. Un prolétaire vient à passer ; le capitaliste lui fait signe : le dialogue suivant s'établit.

Le millionnaire. — Sauvez-moi, ou je péris.

Le prolétaire. — Je suis à vous, mais je veux pour ma peine un million.

Le millionnaire. — Un million pour tendre la main à ton frère qui se noie ! Qu'est-ce que cela te coûte ? une heure de retard ! Je te rembourserai, et je suis généreux, un quart de journée.

Le prolétaire. — Dites-moi, n'est-il pas vrai que je vous rends un service en vous tirant de là ?

Le millionnaire. — Oui.

Le prolétaire. — Tout service a-t-il droit à une rémunération ?

Le millionnaire. — Oui.

Le prolétaire. — Ne suis-je pas libre ?

Le millionnaire. — Oui.

Le prolétaire. — Alors, je veux un million ; c'est mon dernier prix. Je ne vous force pas ; je ne vous impose rien malgré vous ; je ne vous empêche point de crier : *A la barque !* et d'appeler quelqu'un. Si le pêcheur, que j'aperçois là-bas, à une lieue d'ici, veut vous faire cet avantage sans rétribution, adressez-vous à lui ; c'est plus commode.

Le millionnaire. — Malheureux ! tu abuses de ma position. La religion, la morale, l'humanité !...

Le prolétaire. — Ceci regarde ma conscience. Au reste, l'heure m'appelle, finissons-en. Vivre prolétaire, ou mourir millionnaire : lequel préférez-vous ?

Sans doute, monsieur, vous me direz que la religion, la morale, l'humanité, qui nous commandent de secourir notre semblable dans la détresse, n'ont rien de commun avec l'intérêt. Je le pense comme vous, et c'est précisément pour cela que je condamne l'intérêt, Mais que trouvez-vous à redire à l'exemple suivant ?

Un missionnaire anglais, allant à la conversion des infidèles, fait naufrage en route, et aborde en canot, avec sa femme et quatre enfants, à l'île de..,. — Robinson, propriétaire de cette île par droit de première occupation, par droit de conquête, par droit de travail, ajustant le naufragé avec son fusil, lui défend de porter atteinte à sa propriété. Mais comme Robinson est humain, qu'il a l'âme chrétienne, il veut bien indiquer à cette famille infortunée un rocher voisin, isolé au milieu des eaux, où elle pourra se sécher et se reposer, sans crainte de l'Océan.

Le rocher ne produisant rien, le naufragé prie Robinson de lui prêter sa bêche et un petit sac de semences.

— J'y consens, dit Robinson ; mais à une condition : c'est que tu me rendras 99 boisseaux de blé sur 100 que tu récolteras.

Le naufragé. — C'est une avanie ! Je vous rendrai ce que vous m'aurez prêté, et à charge de revanche.

Robinson. — As-tu trouvé un grain de blé sur ton rocher ?

Le naufragé. — Non.

Robinson. — Est-ce que je te rends service en te donnant les moyens de cultiver ton île, et de vivre en travaillant ?

Le naufragé. — Oui.

Robinson. — Tout service mérite-t il rémunération ?

Le naufragé. — Oui.

Robinson. — Eh bien ! la rémunération que je demande, c'est 99 pour 100. Voilà mon prix.

Le naufragé. — Transigeons : je rendrai le sac de blé et la bêche, avec 5 pour 100 d'intérêt. C'est le taux légal.

Robinson. — Oui, taux légal, lorsqu'il y a concurrence, et que la marchandise abonde : comme le prix légal du pain est de 30 centimes le kilogramme quand il n'y a pas disette.

Le naufragé. — 99 pour 100 de ma récolte ! mais c'est un vol, un brigandage !

Robinson. — Est-ce que je te fais violence ? est-ce que je t'oblige à prendre ma bêche et mon blé ? Ne sommes nous pas libres l'un et l'autre ?

Le naufragé. — Il le faut : je périrai à la tâche ; mais ma femme, mes enfants !... Je consens à tout ; je signe. Prêtez moi, par-dessus le marché, votre scie et votre hache, pour que je me fasse une cabane.

Robinson. — Oui dà ! J'ai besoin de ma hache et de ma scie. Il m'en a coûté huit jours de peine pour les fabriquer. Je te les prêterai cependant, mais à condition que tu me donneras 99 planches sur 100 que tu faqriqueras.

Le naufragé. — Eh parbleu ! je vous rendrai votre hache et votre scie, et vous ferai cadeau de 5 de mes planches, en reconnaissance de votre peine.

Robinson. — Alors, je garde ma scie et ma hache. Je ne t'oblige point. Je suis libre.

Le naufragé. — Mais vous ne croyez donc point en Dieu ! Vous êtes un exploiteur de l'humanité, un malthusien, un juif !

Robinson. — La religion, mon frère, nous enseigne que « l'homme a une noble destination, qui n'est point circonscrite dans l'étroit domaine de la production industrielle. Quelle est cette fin ? Ce n'est pas en ce moment le lieu de soulever cette question. Mais, quelle qu'elle soit, ce que je puis te dire, c'est que nous ne pouvons l'atteindre, si, courbés sous le joug d'un travail inexorable et incessant, il ne nous reste aucun loisir pour développer nos organes, nos affections, notre intelligence, notre sens du beau, ce qu'il y a de plus pur et de plus élevé dans notre nature.... Quelle est donc la puissance qui nous donnera ce loisir bienfaisant, image et avant-goût de l'éternelle félicité ? C'est le capital. » J'ai travaillé jadis ; j'ai épargné, précisément en vue de te prêter : tu feras un jour comme moi.

Le naufragé. — Hypocrite !

Robinson. — Tu m'injuries : adieu ! Tu n'as qu'à couper les arbres avec tes dents, et scier tes planches avec tes ongles.

Le naufragé. — Je cède à la force. Mais, du moins, faites-moi l'aumône de quelques médicaments pour ma pauvre fille qui est malade. Cela ne vous coûtera aucune peine : j'irai les cueillir moi-même dans votre propriété.

Robinson. — Halte-là ! ma propriété est sacrée. Je te défends d'y mettre le pied : sinon tu auras affaire avec ma carabine. Cependant, je suis bon homme ; je te permets de venir cueillir tes herbes ; mais tu m'amèneras ton autre fille, qui me paraît jolie....

Le naufragé. — Infâme ! tu oses tenir à un père un pareil langage !

Robinson. — Est-ce un service que je vous rends à tous, à toi et à tes filles, en vous sauvant la vie par mes remèdes, oui on non ?

Le naufragé. — Assurément, mais le prix que tu y mets !...

Robinson. — Est ce que je la prends de force, ta fille ? N'est-elle pas libre ? ne l'es-tu pas toi-même ?... Et puis, ne sera-t-elle pas heureuse de partager mes loisirs ? Ne prendra-t-elle pas sa part du revenu que tu me payes ? En faisant d'elle ma fille de compagnie, ne deviens-je pas votre bienfaiteur ? Va, tu n'es qu'un ingrat !

Le naufragé. — Arrête, propriétaire ! J'aimerais mieux voir ma fille morte que déshonorée. Mais je la sacrifie pour sauver l'autre. Je ne te demande plus qu'une chose : c'est de me prêter tes outils de pêche ; car, avec le blé que tu nous laisses, il nous est impossible de vivre. Un de mes fils, en pêchant, nous procurera quelque supplément.

Robinson. — Soit : je te rendrai encore ce service. Je ferai plus : je te débarrasserai de ton autre fils, et je me chargerai de sa nourriture et de son éducation. Il faut que je lui apprenne à tirer le fusil, à manier le sabre, et à vivre comme moi, sans rien faire. Car, comme je me méfie de vous tous, et que vous pourriez fort bien ne me pas payer, je suis bien aise, à l'occasion, d'avoir main-forte. Coquins, qui prétendez qu'on vous prête sans intérêt ! Impies, qui ne voulez pas de l'exploitation de l'homme par l'homme !

Un jour, Robinson, s'échauffant à la chasse, prend un refroidissement, et tombe malade. Sa concubine, dégoûtée de lui, et qui entretenait avec son jeune compagnon des relations intimes, lui dit : — Je vous soignerai et vous guerirai, mais à une condition : c'est que vous me ferez donation de tous vos biens. Autrement, je vous laisse.

Robinson. — O toi que j'ai tant aimée, à qui j'ai sacrifié honneur, conscience, humanité, voudrais-tu me laisser sur ce lit de douleur ?

La servante. — Et moi, je ne vous aimais pas : c'est pour cela que je ne vous dois rien. Si vous m'avez entretenue, je vous ai livré ma personne. Nous sommes quittes. Ne suis-je pas libre ? Et suis-je obligée, après vous avoir servi de maîtresse, de vous servir encore de garde-malade ?

Robinson. — Mon enfant, ma chère enfant, je te prie, calme-toi. Sois bonne, sois douce, sois gentille ; je vais, en ta faveur, faire mon testament.

La servante. — Je veux une donation, ou je pars.

Robinson. — Tu m'assassines ! Dieu et les hommes m'abandonnent. Malédiction sur l'univers ! Que le tonnerre m'écrase, et que l'enfer m'engloutisse !

Il meurt désespéré.

P.-J. Proudhon (1849).

Pages d'Histoire

La Semaine sanglante (21-27 mai 1871).

Illuxit suprema dies ; le dernier jour du monde social est arrivé. Le « hideux drapeau rouge », l'épouvantail du grand troupeau conservateur, flotte sur les tours de Notre-Dame. Il n'y a plus à en douter, c'est la désolation prédite. Les suppôts du désordre, tenant le pouvoir, auront tantôt réalisé « l'idéal sanglant et rapace » qui est leur rêve. Tout va être à feu et à sac. Ceci est la menace prophétique ; voyons en regard l'accomplissement.

Du 28 mars 1871, jour de l'installation de la Commune, au 21 mai, date de l'entrée des troupes de Versailles, il s'est écoulé cinquante-cinq jours. Il y avait le temps de mettre dix fois Paris « au pillage » ; or, qu'est-il arrivé ?

Dans le cours de ces cinquante-cinq jours, l'histoire ne relève pas un seul fait d'agression, soit contre les personnes, soit contre les propriétés, qui puisse, sans une altération grossière, être qualifié d'attentat. Le chef ordinaire de la police de sûreté, M. Claude, a lui-même déclaré « que du mois de janvier au 18 mars *les crimes avaient plutôt diminué* », et quant aux attentats postérieurs au 18 mars, qu'« *aucun fait de ce genre n'était venu à sa connaissance* ». C'est en ajoutant, il est vrai, qu'*il a dû s'en produire ;* mais, enfin, ces crimes et délits « qui ont dû se produire « étaient, dans tous les cas, assez peu importants pour n'avoir pas été constatés. ...

Il est vrai que la dernière semaine, la Semaine sanglante, pour l'appeler de son nom historique, comptera largement pour les autres. Ce terrible épilogue de la révolution parisienne fait dans le drame un tableau à part. La veille encore, qui était un dimanche, il y avait concert aux Tuileries ; le lundi devait voir autre chose. Il ne fut jamais plus vrai de dire que les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Dès que les troupes de Versailles, sauvant la Société, ont mis le pied dans Paris, tout change comme par un coup de théâtre.

L'épouvante apocalyptique s'est tardivement réalisée. La grande ville apparait comme une *città dolente*, peuplée de visions farouches et de lugubres images.

Paris, reconquis par le drapeau d'Austerlitz et de Sedan, voit se déchaîner sur lui toutes les désolations dont le drapeau rouge était le symbole. Le triomphe de l'Ordre apparait sous un aspect paradoxal. On ne se douterait pas qu'on assiste à la victoire qui sauve la civilisation. On dirait plutôt la vieille Rome prise par les soldats d'Alaric. Il semble que la sauvagerie fasse irruption sous toutes les formes dont elle put jamais se revêtir. Les édifices publics et les propriétés des particuliers sont la proie de l'incendie, les maisons envahies et mises à sac ; les ambulances, les hôpitaux eux-mêmes ne sont point inviolés ; les blessés qui s'y trouvent sont arrachés de leurs lits pour être « mis au mur ». Ici les curieux ramassés sur les trottoirs, sans distinction de sexe ni d'âge, passent aux pelotons d'exécution ; sur d'autres points les prisonniers, *classés* par groupes de cinquante, sont expédiés à la mitrailleuse. Les enfants au biberon sont égorgés dans les bras de leurs mères, les femmes déshabillées, violées, éventrées, tuées à coups de bottes. Le sang coule dans les rues comme l'eau en temps d'orage. Ailleurs, à la clarté de la lune des « travailleurs de bonne volonté », manœuvriers-fantômes, creusent des tranchées qui seront leur tombe. Les morts et les blessés sont entassés pêle-mêle ; « *on tire dans le tas autant que cela grouille* » ; on les recouvre de terre, à la hâte. Ce sont les fosses *mouvantes*, — un nom nouveau dans le langage des hommes, — d'où s'élèvent dans la nuit des gémissements importuns qui empêchent de dormir les bourgeois paisibles. La Ville devra payer les frais de seize mille ensevelissements, sans compter ceux qui ont été réintégrés sans ensevelissement dans les entrailles indifférentes de la mère commune.

La révolution de 1871 aura dès lors mérité cette épithète de sanglante dont on aura soin de la flétrir. L'équivoque est sans doute curieuse entre toutes celles que mit au jour ce siècle de l'équivoque. Car le mot est à double entente : le bourreau est sanglant et aussi la victime.

(Politique et Barbarie) *E. Leverdays.*

Pierre KROPOTKINE

Nous venons d'éditer deux cartes postales avec la dernière photographie (novembre 1920) de Pierre Kropotkine. Prix : 10 cent.